



ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE

RÉUNION DU 21/06/2019

RAPPORT/ DAF /N° 106674

OBJET : COMPTE ADMINISTRATIF DE LA RÉGION POUR L'EXERCICE 2018

Le Compte Administratif de la Région pour l'exercice 2018, qui est présenté à votre approbation, est la traduction budgétaire du bilan d'activités de notre collectivité pour l'exercice 2018.

Le Compte Administratif de la Région pour l'exercice 2018, qui est présenté à votre approbation, est la traduction budgétaire du bilan d'activités de notre collectivité pour l'exercice 2018.

Il comprend :

- la prévision 2018 en dépenses et recettes, constituée par le Budget Primitif amendé par Décisions Modificatives et Budget Supplémentaire,
- l'état des réalisations au 31 décembre 2018 de ces prévisions,
- le résultat de l'exercice déterminé selon les règles de l'instruction budgétaire et comptable M71,
- les propositions éventuelles de reports en dépenses et en recettes sur l'exercice 2019,
- des annexes fournissant des éléments d'information utiles pour la compréhension de la situation financière de notre collectivité.

La présentation ci-après, hors calcul du résultat, est faite **en mouvements réels**, c'est-à-dire hors mouvements d'ordre qui sont des écritures uniquement internes au budget et équilibrées en dépenses et recettes.

Elle concerne essentiellement le budget principal. Les budgets annexes et budgets autonomes sont exposés dans la présentation technique ci-jointe.

En grandes masses et en mouvements réels, les réalisations sont les suivantes :

- les engagements comptables (COMPerm) pris en 2018 s'élèvent à 689,9 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 94,1 %, en diminution globalement de -23,3 % par rapport à l'exercice 2017,

	prévisions	eng. compt.	2017	e/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	336,214,968.39	327,359,754.61	299,214,116.77	97.4%	47.4%	9.4%
investissement	396,723,442.88	362,562,153.09	600,266,049.33	91.4%	52.6%	-39.6%
total	732,938,411.27	689,921,907.70	899,480,166.10	94.1%	100%	-23.3%

- en dépenses, les mandatements s'élèvent à 1 107,6 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 93,4 % et une diminution de -6,2 % par rapport à 2017,

	prévisions	mandatements	2017	m/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	493,796,076.81	467,926,836.61	470,131,623.76	94.8%	42.2%	-0.5%
investissement	691,914,859.02	639,723,114.33	711,023,970.90	92.5%	57.8%	-10.0%
total	1,185,710,935.83	1,107,649,950.94	1,181,155,594.66	93.4%	100.0%	-6.2%

- en recettes, les titres émis s'élèvent à 1 156,5 M€, soit un taux de réalisation des prévisions budgétaires de 97,5 % et une diminution de -8,6% par rapport à 2017,

	prévisions	titres émis	2017	r/prév.	struct.	évol.
fonctionnement	607,352,139.00	590,100,701.22	607,899,099.26	97.2%	51.0%	-2.9%
investissement	578,358,796.83	566,373,693.51	657,666,367.84	97.9%	49.0%	-13.9%
total	1,185,710,935.83	1,156,474,394.73	1,265,565,467.10	97.5%	100.0%	-8.6%

Les enseignements qui peuvent être dégagés de ce Compte Administratif sont les suivants :

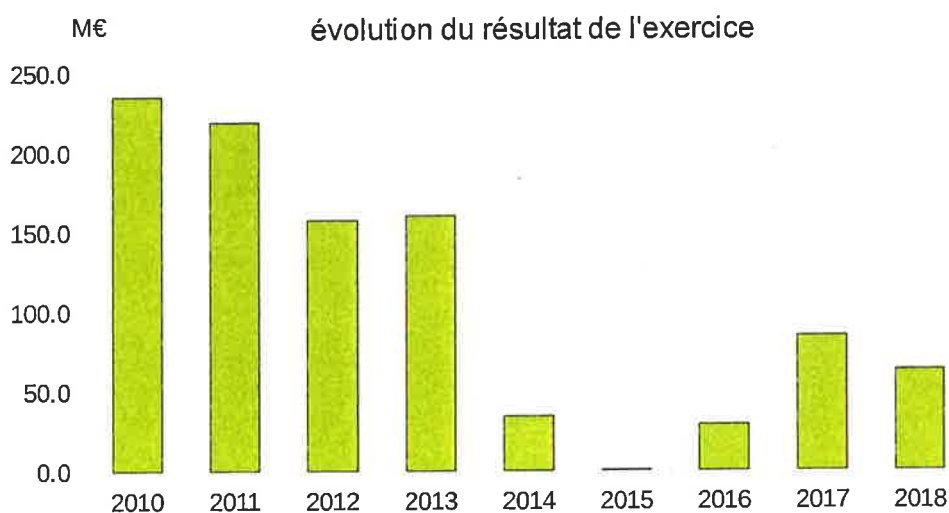
un résultat positif de 63,124 M€

Avec la nomenclature budgétaire et comptable M71, le résultat se calcule section par section (différence entre les émissions de titres de recettes et de mandats de dépenses) en intégrant le résultat reporté de l'exercice précédent ainsi que les restes à réaliser de la seule section d'investissement.

Les étapes de ce calcul sont décrites dans la présentation technique ci-après et se caractérisent principalement dans leurs grandes masses par :

- un résultat de la section de fonctionnement au solde excédentaire de (+) 150,84 M€,
- un solde réglementaire de la section d'investissement déficitaire de (-) 87,72 M€,
- une mobilisation de l'emprunt pour le financement de la NRL.

Sur ces bases, le résultat de l'exercice 2018, s'élève à 63,124 M€ contre 84,410 M€ en 2017.



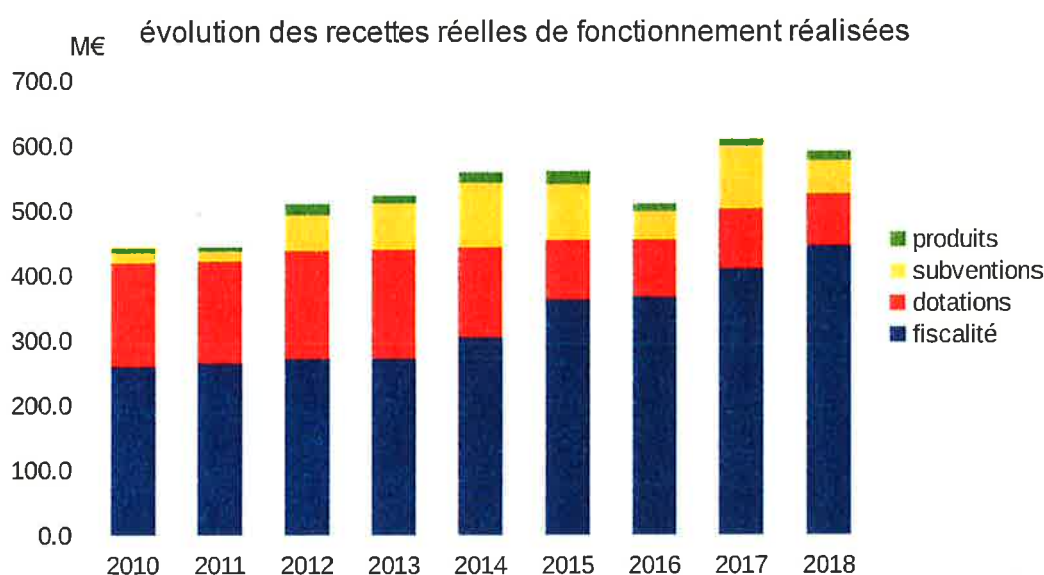
Après prise en compte des restes à réaliser en section d'investissement en recettes, le résultat cumulé est de 63,1 M€ contre 85,1 M€ en 2017.

L'affectation de ce résultat fait l'objet d'un rapport spécifique.

une diminution globale des recettes de fonctionnement liée principalement à la baisse des recettes de transfert (subventions)

Les recettes réelles de fonctionnement, se composent de produit récurrents : recettes fiscales, dotations versées par l'État, produits de gestion mais également de recettes ponctuelles provenant de subventions diverses.

Les prévisions de recettes réelles de fonctionnement 2018 s'élèvent à 607,3 M€ dont 73 % de recettes fiscales, 13 % de dotations de l'État, 10% de subventions, 2 % de produits divers et 2 % de résultat antérieur.



Les réalisations s'élèvent à 590,1 M€ soit un taux de réalisation de 97,2 %, en baisse de -2,9 % par rapport à 2017.

Les subventions perçues en 2018 s'élèvent à 50,8 M€ et proviennent principalement de l'Europe (41,9 M€). Cette catégorie de recettes est en baisse de 47 % du fait des recettes perçues ponctuellement sur l'exercice 2017 : le solde FSE 2007-2013 pour 35,8 M€ et le solde de la subvention Etat du plan 500 000 formations pour 12,2 M€.

Les recettes fiscales réalisées en 2018 s'élèvent à 445,2 M€, en progression 8,7 % par rapport à l'exercice 2017.

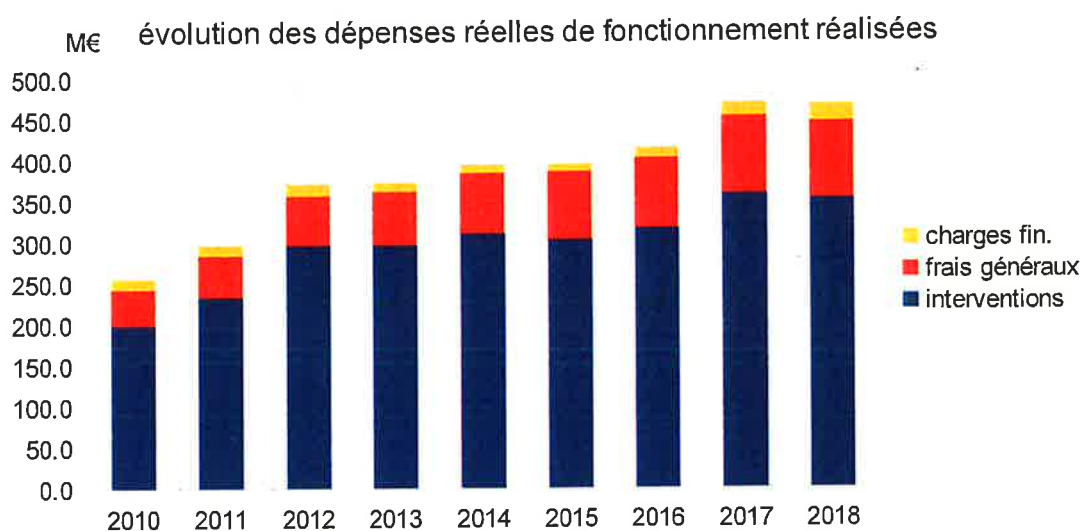
Les recettes fiscales directes représentent 16,1 % des recettes réelles de fonctionnement et s'élèvent à 95 M€ soit une augmentation de 4,4 % par rapport à 2017. Elles se composent de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER), du Fonds National de Garantie des Ressources et compensations de fiscalité (FNGIR), des compensations ainsi que d'une fraction des frais de gestion sur fiscalité directe perçue par l'État.

Les recettes fiscales indirectes représentent 59,3 % des recettes réelles de fonctionnement et s'élèvent à 350,1 M€ en augmentation de 9,9 % par rapport à 2017. Elles se composent de la Taxe Spéciale sur la

Consommation (TSC), de l'octroi de mer, des taxes sur les transports aériens, les rhums, les cartes grises, les permis de conduire ainsi que de la taxe apprentissage, une quote-part de la TICPE et une fraction de TVA.

Les dotations versées par l'État en 2018 s'élèvent 80,2 M€ et se composent essentiellement de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) et du solde du fonds exceptionnel aux régions en matière de développement économique. Elles diminuent de 13,4 % par rapport à 2017 en raison de la suppression de la DGF forfaitaire en remplacement de recette liée à la fraction de TVA (recettes fiscales indirectes).

les dépenses globales de fonctionnement réalisées en 2018 restent quasiment stables par rapport à celles de l'exercice 2017, en application du contrat de confiance signée avec l'État



En mouvements réels, les prévisions de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 493,8 M€.

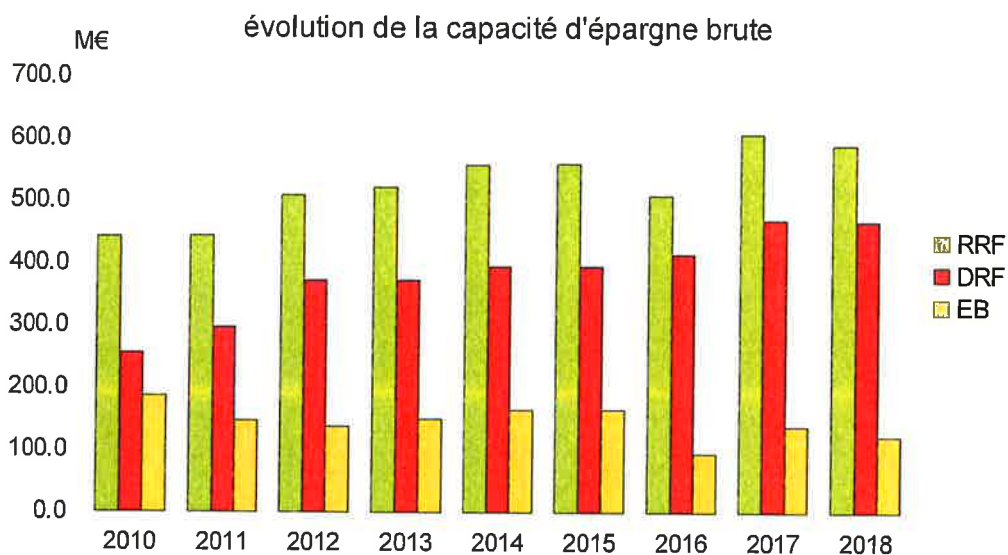
Sur ce montant, les dépenses d'intervention ventilées dans une grande fonction (formation, enseignement, ...) représentent 76 %, les services généraux de l'institution 20 % et les intérêts de la dette 4 %.

Les mandatements s'élèvent à 467,9 M€ soit un taux de réalisation de 94,8 %.

Par rapport à 2017, les dépenses réelles de fonctionnement diminuent de -0,5 %.

un niveau d'épargne brute de 122,2 M€, en baisse par rapport à l'année précédente du fait de la diminution des subventions

L'épargne brute (EB) est constituée du surplus de recettes réelles de fonctionnement (RRF) par rapport aux dépenses réelles de fonctionnement (DRF). Elle est destinée à participer au financement des dépenses d'investissement.

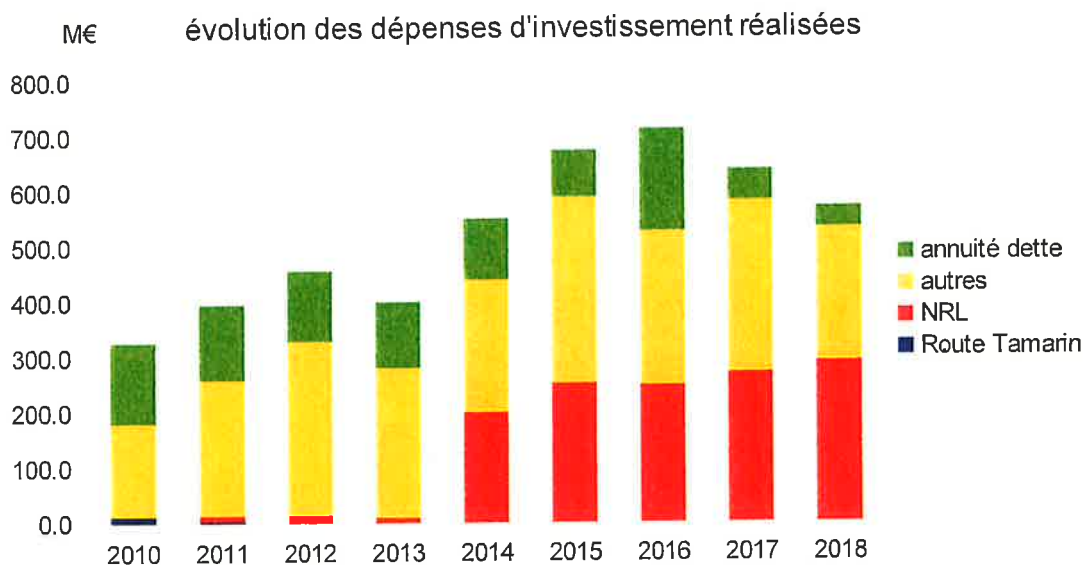


Ainsi calculée à partir des réalisations en mouvements réels, l'épargne brute dégagée en 2018 s'élève à 122,2 M€ contre 137,8 M€ en 2017. Elle représente 21 % des recettes réelles de fonctionnement.

Malgré une stabilisation des dépenses de fonctionnement (- 0,5%), le niveau d'épargne est en diminution car les recettes réelles de fonctionnement, plus précisément les subventions diminuent car des éléments exceptionnels avaient été enregistrés en subvention en 2017 à savoir le solde du PO FSE 2007-2013 et le solde du Plan 500 000.

un volume élevé d'investissement (58 % des dépenses totales) à l'origine d'une

part importante de la commande publique et de l'emploi local



En mouvements réels, les prévisions de dépenses d'investissement s'élèvent à 691,915 M€. Sur ce montant, les dépenses d'équipement représentent 584,536 M€ (84,5 %), et l'annuité normale de remboursement de la dette 39,3 M€ (5,7 %).

Les mandatements s'élèvent à 571,7 M€ soit 534,3 M€ de dépenses d'équipement et 37,4 M€ d'annuité de dette en capital.

Le taux global de réalisation des dépenses d'investissement est de 72,8% par rapport aux prévisions totales de la section. Pour les seules dépenses en mouvements réels et hors opérations non ventilées, il est de 91,4 %

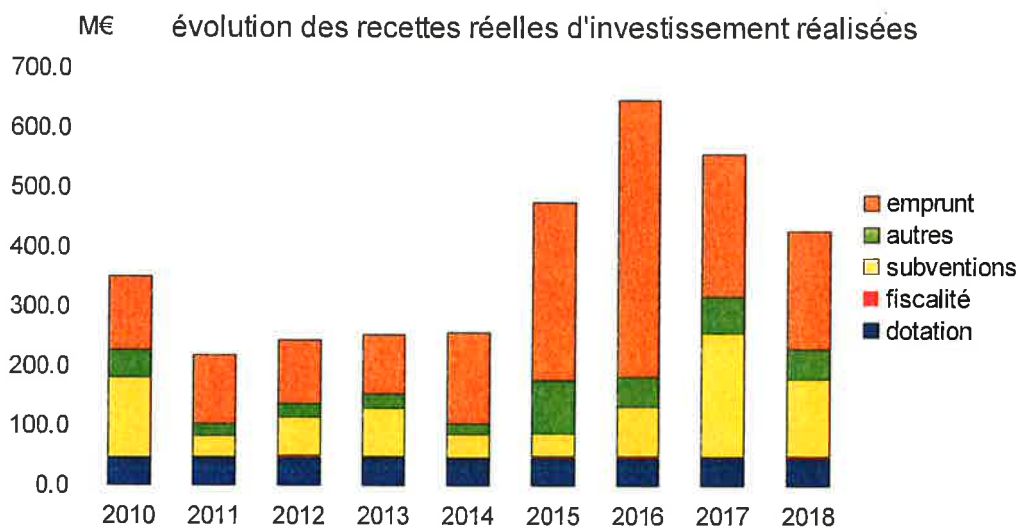
La diminution des réalisations par rapport à 2017 (-67,5 M€), s'explique essentiellement dans le secteur de la formation professionnelle (chap 901) par une opération occasionnelle d'acquisition d'un bâtiment administratif réalisée en 2017 de près de 6 M€ pour le développement du numérique dans la micro région Est. Dans le secteur de l'enseignement (chap 902) il est à noter un décalage des opérations avec un impact de 7,2 M€ sur les constructions scolaires et de 11,2 M€ sur le plan de relance pour la mise au norme accessibilité rénovation thermique et énergétique. Les dépenses économiques (chap 909) régressent de 36 M€ en raison de la non reconduction du versement fait l'année dernière de la première tranche de 50 % au dispositif du Fonds Européen d'Investissement (FEI) de 25 M€ et de la participation à l'augmentation du capital de la SEMATRA de 13 M€.

Le remboursement de la dette et autres mouvements financiers (37,4 M€) diminue de 18 M€ par rapport à l'exercice 2017. Cette variation provient d'une opération particulière sur l'année antérieure en relation avec le remboursement de 19,5 M€ d'une partie de l'avance accordée par la CDC pour le préfinancement du FCTVA.

Une diminution globale des recettes d'investissement due à celle du recours à l'emprunt et aussi des subventions perçues

Les recettes d'investissement se composent d'une dotation de l'État pour l'enseignement secondaire, d'une recette Octroi de mer affectée au Fonds Régional pour le Développement Économique, des subventions versées par l'Europe et l'État notamment pour la NRL (AFITF), de recettes diverses dont le FCTVA ainsi que le résultat affecté en 2017 au financement de la section d'investissement.

Les prévisions, hors résultat de l'exercice antérieur (138,1 M€) s'élèvent à 440,2 M€. Sur ce montant, les dotations représentent 10,7 %, les subventions 30,7 %, les autres recettes (dont FCTVA) 12,5 % et le recours à l'emprunt (dont l'opération financière) 45,8 %.

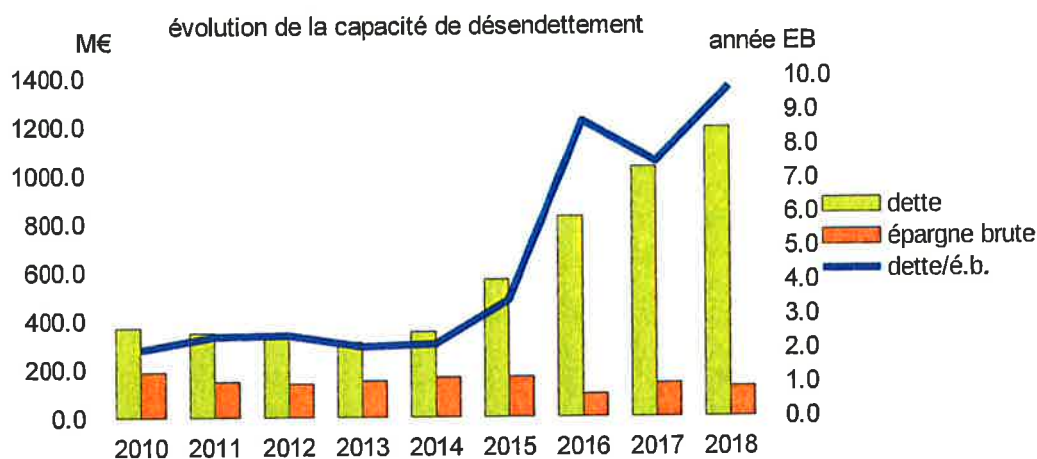


Hors résultat antérieur, les réalisations s'élèvent à 428,2 M€ dont 46,9 M€ de dotations (DRES) soit 10,95 % des recettes totales, 3,1M€ de fiscalité (octroi de mer FRDE) soit 0,72 % des recettes totales, 129,4 M€ de subventions (dont AFITF) soit 30,21 % des recettes totales, 50,3 M€ de recettes diverses (dont FCTVA) soit 11,76 % des recettes totales et 198,5 M€ d'emprunt soit 46,36 % des recettes totales.

Le taux de réalisation des prévisions de recettes d'investissement est de 97,9 %. Compte - tenu du montant d'emprunt réalisé, soit 198,5 M€, l'endettement de la collectivité à fin 2018 s'établit à 1 189,5 M€ soit un taux d'endettement de 201,6 %.

Par rapport aux réalisations 2017, les recettes d'investissement diminuent de -13,9 %. Pour les seules recettes en mouvements réels, la diminution est de -38,33 %. Cette dernière est essentiellement due à une baisse des subventions européennes (Une dotation FEDER de + 93M€ avait été perçue en 2017 pour la NRL) et à une diminution du FCTVA 2018 par rapport aux dépenses réalisées en 2017.

Afin d'apprécier le niveau d'endettement d'une collectivité, le tableau ci-dessous présente l'un des ratios communément utilisé : la capacité dynamique de désendettement qui consiste à rapporter la dette au niveau d'épargne brute dégagée.



A fin 2018, le ratio pour la Région Réunion est de 9,7 années d'épargne brute contre 7,5 années en fin 2017 ; pour l'ensemble des régions de France, ce ratio de désendettement a été de 5,0 années en 2017.

Pour information, cette capacité de désendettement 2018 est à évaluer au regard des nouvelles obligations imposées par l'État (croissance maximale de 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement durant les trois prochaines années), et des exigences de ses partenaires bancaires, avec notamment le plafonds de 12 années imposé par la BEI. Une analyse prospective doit intégrer ce résultat pour actualisation de la trajectoire d'équilibre de la Région.

Il est proposé à l'Assemblée Plénière du Conseil Régional de La Réunion de bien vouloir délibérer sur le projet d'acte ci-après.

Compte Administratif de la Région Réunion pour l'exercice 2018

Présentation technique

Le budget de la Région comprend un budget principal, trois budgets annexes et deux budgets autonomes qui seront détaillés selon le plan ci-après :

BUDGET PRINCIPAL

- 1 - prévisions budgétaires
 - 1.1 – prévisions budgétaires en recettes
 - 1.2 – prévisions budgétaires en dépenses
- 2 - réalisations globales en D et R et détermination du Résultat
 - 2.1 - réalisations globales recettes
 - 2.2 - réalisations globales dépenses
 - 2.3 - détermination du résultat
- 3 - les réalisations en D et R en section de Fonctionnement en mouvements réels
 - 3.1 - réalisations dépenses de fonctionnement
 - 3.1.1 - engagement
 - 3.1.2 - mandatement
 - 3.2 - réalisations recettes de fonctionnement
- 4 - les réalisations en D et R en section d'Investissement en mouvements réels
 - 4.1 - réalisations dépenses d'investissement
 - 4.1.1 - engagement
 - 4.1.2 - mandatement
 - 4.2 - réalisations recettes d'investissement et restes à réaliser
- 5 - les écritures d'ordre budgétaires
- 6 – rapprochement CA et trajectoire d'équilibre budgétaire

BUDGETS ANNEXES

- 1 - production et distribution d'énergie
- 2 - intervention sous forme de DSP (musées régionaux)
- 3 - transport

BUDGET CONSOLIDE (Budget Principal + Budgets annexes)

BUDGETS AUTONOMES

- 1 - POE FEDER 2014-2020
- 2 - INTERREG V OI 2014-2020

ANNEXES

BUDGET PRINCIPAL :

1 – prévisions budgétaires :

Les prévisions budgétaires 2018, équilibrées en dépenses et recettes, s'élève à 1 859 401 185,74 €. Elles se sont constituées à l'occasion du BP (90% du budget définitif) et deux DM (10%). A noter une DM4 uniquement en AE pour faire face au vote du budget primitif tardif de 2019 et une DM technique pour intégrer des opérations patrimoniales en fin d'exercice.

Par rapport à 2017 (1 902 418 407,89 €) les prévisions diminuent globalement de - 2 % soit +1 % en fonctionnement et -4 % en investissement.

Selon que l'on distingue les dépenses et recettes par mouvements réels et mouvements d'ordre, les évolutions s'établissent ainsi :

1.1 – prévisions budgétaires en recettes

recettes	Prévisions 2018	Prévisions 2017	Evol 2018/2017
fonctionnement	748,834,712.86	741,697,979.50	1%
mouv. réels	607,352,139.00	595,034,166.50	2%
mouv. d'ordre	141,482,573.86	146,663,813.00	-4%
investissement	1,110,566,472.88	1,160,720,428.39	-4%
mouv. réels	578,358,796.83	918,448,797.23	-37%
mouv. d'ordre	532,207,676.05	242,271,631.16	120%
total	1,859,401,185.74	1,902,418,407.89	-2%
mouv. réels	1,185,710,935.83	1,513,482,963.73	-22%
mouv. d'ordre	673,690,249.91	388,935,444.16	73%

En mouvements réels, l'évolution des prévisions en recettes par rapport à 2017 est de +2 % en fonctionnement et -37 % en investissement.

En mouvements d'ordre, l'évolution par rapport à 2017 est de -4 % en fonctionnement et +120 % en investissement. Ceci s'explique principalement par la comptabilisation des écritures d'ordre de gestion active de trésorerie (équilibrées en dépenses et en recettes).

1.2 – prévisions budgétaires en dépenses

dépenses	Prévisions 2018	Prévisions 2017	Evol 2018/2017
fonctionnement	748,834,712.86	741,697,979.50	1%
mouv. réels	493,796,076.81	499,426,348.34	-1%
mouv. d'ordre	255,038,636.05	242,271,631.16	5%
investissement	1,110,566,472.88	1,160,720,428.39	-4%
mouv. réels	691,914,859.02	1,014,056,615.39	-32%
mouv. d'ordre	418,651,613.86	146,663,813.00	185%
total	1,859,401,185.74	1,902,418,407.89	-2%
mouv. réels	1,185,710,935.83	1,513,482,963.73	-22%
mouv. d'ordre	673,690,249.91	388,935,444.16	73%

En mouvements réels, l'évolution des prévisions en dépenses par rapport à 2017 est en effet de -1 % en fonctionnement et -32% en investissement.

En mouvements d'ordre, l'évolution par rapport à 2017 est de 5 % en fonctionnement et 185 % en investissement. Comme expliqué dans la partie recette, cette évolution provient principalement par la comptabilisation des écritures d'ordre de gestion active de trésorerie.

2 – les réalisations globales en recettes et dépenses et détermination des résultats :

2.1 – les réalisations globales de recettes :

Les prévisions de recettes en mouvements budgétaires s'élèvent à 1 859 401 185,74 € dont 1 185 710 935,83 € en mouvements réels et 673 690 249,91 € en mouvements d'ordre.

code	libellé	prévisions	réalisations	reports	2017	r/p	évol
opérations ventilées		298,357,560.00	290,718,802.51	0.00	410,595,403.48	97.4%	-29.2%
0	services généraux	46,025,990.00	41,954,861.99	0.00	82,730,036.36	91.2%	-49.3%
1	formation profession.	66,090,000.00	62,624,036.31	0.00	73,631,630.26	94.8%	-14.9%
2	enseignement	53,211,000.00	49,995,196.51	0.00	51,684,450.15	94.0%	-3.3%
3	culture sports et loisirs	998,000.00	1,275,219.28	0.00	886,398.93	127.8%	43.9%
4	santé et action sociale	0.00	8,601.69	0.00	10,744.05	#DIV/0!	-19.9%
5	aménagement	150,000.00	1,151,760.02	0.00	614,636.28	767.8%	87.4%
7	environnement	3,321,778.00	1,987,774.60	0.00	2,048,189.22	59.8%	-2.9%
8	transports	119,282,680.00	120,235,301.56	0.00	198,267,935.72	100.8%	-39.4%
9	action économique	9,278,112.00	11,486,050.55	0.00	721,382.51	123.8%	1492.2%
opérations non ventilées		1,546,743,625.74	1,161,508,073.80	0.00	1,101,866,891.65	75.1%	5.4%
en mouvements réels		873,053,375.83	865,755,592.22	0.00	854,970,063.62	99%	1.3%
en mouvements d'ordre		673,690,249.91	295,752,481.58	0.00	246,896,828.03	43.9%	19.8%
résultat n-1		14,300,000.00	0.00	0.00	0.00	0.0%	
total recettes		1,859,401,185.74	1,452,226,876.31	0.00	1,512,462,295.13	78.1%	-4.0%

En mouvements réels, les réalisations s'élèvent globalement à 1 156 474 394,73 € et se décomposent en fiscalité 448 232 232,32 € (38,8%), dotations 127 111 004,95 € (10,9%), subventions 180 173 032,29 € (15,6%), recettes diverses 64 280 572,22 € (5,6%), emprunt 198 531 000,00 € (17,2%) et résultat antérieur 138 146 552,95€ (11,9%).

	Prévisions 2018	Réalisations 2018	Reports 2018	2017	r/p	évol
fiscalité	446,757,123.00	448,232,232.32	0.00	411,780,552.95	100.3%	8.9%
fiscalité directe	95,000,000.00	94,994,411.34	0.00	90,948,901.50	100.0%	4.4%
fiscalité indirecte	351,757,123.00	353,237,820.98	0.00	320,831,651.45	100.4%	10.1%
dotations Etat	126,711,805.00	127,111,004.95	0.00	139,520,480.46	100.3%	-8.9%
subventions	194,536,060.00	180,173,032.29	0.00	303,254,083.40	92.6%	-40.6%
Europe	81,623,448.00	66,504,258.30	0.00	184,350,452.93	81.5%	-63.9%
Etat	111,429,455.00	107,668,846.31	0.00	115,202,398.04	96.6%	-6.5%
autres	1,483,157.00	5,999,927.68	0.00	3,701,232.43	404.5%	62.1%
autres recettes	78,120,522.00	64,280,572.22	0.00	71,240,180.80	82.3%	-9.8%
produits	23,255,766.00	13,932,196.97	0.00	9,798,303.44	59.9%	42.2%
FCTVA	50,000,000.00	49,428,148.41	0.00	59,665,895.13	98.9%	-17.2%
autres	4,864,756.00	920,226.84	0.00	1,775,982.23	18.9%	-48.2%
emprunt	201,438,872.88	198,531,000.00	0.00	239,000,000.00	98.6%	-16.9%
résultat antérieur	138,146,552.95	138,146,552.95	0.00	100,770,169.49	100.0%	37.1%
total MR	1,185,710,935.83	1,156,474,394.73	0.00	1,265,565,467.10	97.5%	-8.6%

Par rapport à 2017, les recettes réelles diminuent de -8,6%. Cette diminution est essentiellement due

à la baisse des subventions européennes – 63,9 % (FEDER et FSE) et à celle des lignes emprunt (-16,9%).

2.2 – les réalisations globales de dépenses :

Les prévisions en crédits de paiement s'élèvent à 1 859 401 185,74 € dont 1 185 710 935,83 € en mouvements réels et 673 690 249,91 € en mouvements d'ordre.

code	libellé	prévisions	réalisations	reports	2017	r/p	évol
	opérations ventilées	1,052,123,231.32	980,696,775.60	0.00	1,033,394,656.31	93.2%	-5.1%
0	services généraux	106,883,270.65	98,343,651.81		96,322,920.79	92.0%	2.1%
1	formation professionnelle	118,967,224.00	109,500,564.51		130,871,390.40	92.0%	-16.3%
2	enseignement	162,602,541.25	155,756,831.06		179,403,114.11	95.8%	-13.2%
3	culture sports et loisirs	49,234,726.00	44,284,261.72		45,225,456.63	89.9%	-2.1%
4	santé et action sociale	1,921,943.00	1,626,178.89		1,514,301.39	84.6%	7.4%
5	aménagement	34,588,456.89	20,444,060.22		19,250,365.69	59.1%	6.2%
7	environnement	24,054,723.11	22,238,914.06		26,033,488.77	92.5%	-14.6%
8	transports	504,259,084.42	489,995,607.04		459,350,220.60	97.2%	6.7%
9	action économique	49,611,262.00	38,506,706.29		75,423,397.93	77.6%	-48.9%
	opérations non ventilées	807,277,954.42	422,705,656.92	0.00	394,657,766.38	52.4%	7.1%
	divers chapitres	1,911,585.00	889,114.88		4,076,524.21	46.5%	-78.2%
	opérations financières	63,639,439.00	58,027,379.95		71,869,391.41	91.2%	-19.3%
	opérations patrimoniales	277,159,670.00	27,153,876.61		0.00	9.8%	
	transferts entre section	396,530,579.91	268,598,604.97		246,896,828.03	67.7%	8.8%
	résultat n-1	68,036,680.51	68,036,680.51		71,815,022.73	100.0%	-5.3%
	total	1,859,401,185.74	1,403,402,432.52	0.00	1,428,052,422.69	75.5%	-1.7%

Le total des réalisations de dépenses s'élèvent à 1 403 402 432,52 € dont 1 107 649 950,94 € en mouvements réels et 295 752 481,58 € en mouvements d'ordre.

Par rapport aux réalisations 2017, les dépenses totales (Dépenses d'ordre et réelles – en sections de fonctionnement et d'investissement) diminuent de -1,7 %. Pour ces dépenses, mais uniquement en mouvements réels, la diminution est de -6,2 %.

Pour l'ensemble des sections, en application du règlement budgétaire et financier, il est proposé l'abandon systématique des crédits de paiement non utilisés en fin d'exercice.

2.3 – la détermination du résultat :

Avec l'instruction budgétaire et comptable M71, le vote du Compte Administratif et du Compte de Gestion constitue l'arrêté des comptes de la Région.

Cet arrêté des comptes permet de dégager :

- le résultat proprement dit (section de fonctionnement),
- le solde d'exécution de la section d'investissement,
- les restes à réaliser des deux sections.

Le résultat de la section de fonctionnement est constitué par le cumul du résultat de l'exercice (titres émis en recettes – mandats émis en dépenses) et du résultat reporté.

Les prévisions budgétaires étant équilibrées en dépenses et recettes, le résultat est influencé par les écarts liés au taux d'exécution ainsi que la non exécution, pendant l'exercice, du virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement, c'est-à-dire de la capacité d'épargne dégagée en fonctionnement.

Le solde d'exécution de la section d'investissement est constitué par le cumul du solde des émissions de titres de recettes et de mandats de dépenses de l'exercice et du résultat reporté.

Ce solde complété des restes à réaliser en dépenses et recettes fait ressortir soit un besoin de financement soit un excédent de financement, sachant que le virement de la section de fonctionnement vers la section d'investissement n'est pas effectué dans l'exercice.

Le besoin de financement de la section d'investissement devra être couvert, lors du vote du Budget Supplémentaire, par l'affectation du résultat excédentaire de la section de fonctionnement.

Ainsi déterminé, le résultat du Compte Administratif 2018 de la Région se présente comme suit :

	dépenses	recettes	résultat
Réalisations 2018	595,043,081.21	731,583,061.59	136,539,980.38
Résultat 2017 reporté	0.00	14,300,000.00	14,300,000.00
résultat de la SF	595,043,081.21	745,883,061.59	150,839,980.38
Réalisations 2018	740,322,670.80	582,497,261.77	-157,825,409.03
Résultat 2017 reporté	68,036,680.51	138,146,552.95	70,109,872.44
résultat de la SI	808,359,351.31	720,643,814.72	-87,715,536.59
résultat de l'exercice	1,403,402,432.52	1,466,526,876.31	63,124,443.79
restes à réaliser de la SI	0.00	0.00	0.00
résultat cumulé	1,403,402,432.52	1,466,526,876.31	63,124,443.79

La section de fonctionnement dégage un excédent de 150 839 980,38 € et la section d'investissement un déficit de 87 715 536,59 €, soit un résultat global de clôture de l'exercice de 63 124 443,79 €, conforme à celui du Compte de Gestion de Monsieur le Payeur Régional.

Ce résultat de l'exercice correspond également au résultat cumulé de 2018 puisqu'il n'y a pas de reste à réaliser en investissement.

A titre d'information, le résultat depuis 2016 a évolué comme suit :

(en millions €)

résultat	2016	2017	2018
en fonctionnement	100.8	152.4	150.8
en investissement	-71.8	-68.0	-87.7
de l'exercice	29.0	84.4	63.1
cumulé	36.0	85.1	63.1

Les dépenses réalisées en 2018 au titre de la construction de la Nouvelle Route du Littoral (soit 291 768 807,66 €), mais aussi des Grands Chantiers Régionaux et du Plan de Relance Régional ont nécessité une mobilisation d'emprunts important en 2018 soit 198 531 000 €. Le résultat de l'exercice sera affecté en partie, en 2019, au financement de la NRL par diminution du recours prévu à l'emprunt, pour cette opération, au BP 2019.

3 – les réalisations en dépenses et recettes en section de fonctionnement :

3.1 – les réalisations de dépenses de fonctionnement :

3.1.1 – engagement :

Conformément à la réglementation en vigueur et au règlement budgétaire et financier de la collectivité, les dépenses de la section de fonctionnement sont gérées en autorisations d'engagement et crédits de paiement (AE/CP) à l'exclusion des dépenses de personnel, des taxes et impôts ainsi que des intérêts de la dette.

Les autorisations d'engagement (AE) ouvertes au budget 2018 s'élèvent à 336 214 968,39 €.

Sur ce total, les AE votées au titre de la formation professionnelle et l'apprentissage, soit 123 474 000,00€ représentent 36,7% des capacités d'engagement ouvertes en fonctionnement.

ch.	fonctions	BP	prévisions	engagement	e/p	annulations	2017
930	services généraux	29,094,319.63	36,582,295.63	33,927,773.33	92.7%	2,654,522.30	32,431,059.70
931	formation professionnelle	101,669,000.00	123,474,000.00	120,648,844.54	97.7%	2,825,155.46	117,707,728.20
932	enseignement	27,903,799.00	32,808,726.00	32,579,759.19	99.3%	228,966.81	31,693,297.02
933	culture sports et loisirs	14,375,095.00	18,418,095.00	18,100,407.33	98.3%	317,687.67	16,749,576.82
934	santé et action sociale	1,800,000.00	2,592,943.00	2,345,332.65	90.5%	247,610.35	1,602,106.59
935	aménagement	4,616,000.00	4,559,580.00	4,037,489.67	88.5%	522,090.33	1,636,790.27
937	environnement	12,754,602.76	12,151,750.76	12,116,277.51	99.7%	35,473.25	18,435,855.89
938	transports	42,113,301.00	72,579,702.00	72,147,003.98	99.4%	432,698.02	46,281,090.48
939	action économique	29,290,089.00	32,438,247.00	31,364,608.41	96.7%	1,073,638.59	32,626,420.33
944	groupes élus	90,500.00	113,129.00	92,258.00	81.6%	20,871.00	50,191.47
952	dépenses imprévues	600,000.00	496,500.00	0.00	0.0%	496,500.00	0.00
total AE		264,306,706.39	336,214,968.39	327,359,754.61	97.4%	8,855,213.78	299,214,116.77

Les engagements comptables effectués en 2018 (au niveau du Conseil Régional ou de la Commission Permanente) s'élèvent à 327 359 754,61€ soit un taux de réalisation de 97,4%. Par rapport à 2017, ces engagements progressent de 9,4%.

Conformément au règlement budgétaire et financier, les AE et AP non engagées comptablement en fin d'exercice sont proposées en annulation.

3.1.2 – mandatement :

En mouvements budgétaires, les prévisions de crédits de paiement inscrits en fonctionnement s'élèvent à 748 834 712,86 € dont 493 796 076,81 € en mouvements réels et 255 038 636,05 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2017	r/p	évol
	opérations ventilées	467,587,491.81	446,363,035.33	0.00	449,581,878.64	95.5%	-0.7%
930	services généraux	98,225,877.14	93,518,243.26	0.00	91,937,671.67	95.2%	1.7%
931	formation professionnelle	108,425,798.00	100,174,630.21	0.00	116,777,752.59	92.4%	-14.2%
932	enseignement	85,424,205.25	83,940,645.61	0.00	80,326,337.95	98.3%	4.5%
933	culture sports et loisirs	22,446,226.00	21,136,625.16	0.00	22,799,750.39	94.2%	-7.3%
934	santé et action sociale	1,861,943.00	1,582,551.86	0.00	1,487,792.39	85.0%	6.4%
935	aménagement	3,374,140.00	2,879,011.10	0.00	1,400,460.42	85.3%	105.6%
937	environnement	12,151,148.00	11,622,078.08	0.00	15,336,767.01	95.6%	-24.2%
938	transports	105,535,736.42	104,205,862.11	0.00	91,361,134.40	98.7%	14.1%
939	action économique	30,142,418.00	27,303,387.94	0.00	28,154,211.82	90.6%	-3.0%
	opérations non ventilées	281,247,221.05	148,680,045.88	0.00	136,658,620.41	52.9%	8.8%
940	impositions directes	206,585.00	94,670.89	0.00	315,347.02	45.8%	-70.0%
941	autres impôts et taxes	0.00	0.00	0.00	2,239,725.61	#DIV/0!	-100.0%
943	opérations financières	24,297,000.00	20,674,686.40	0.00	16,473,220.91	85.1%	25.5%
944	frais des groupes d'élus	505,000.00	344,416.59	0.00	411,429.58	68.2%	-16.3%
945	provisions	1,200,000.00	450,027.40	0.00	1,110,022.00	37.5%	-59.5%
946	transferts entre section	127,682,159.60	127,116,244.60	0.00	116,108,875.29	99.6%	9.5%
953	virement à la SI	127,356,476.45	0.00	0.00	0.00	0.0%	
	total fonctionnement	748,834,712.86	595,043,081.21	0.00	586,240,499.05	79.5%	1.5%

Les réalisations de dépenses de fonctionnement s'élèvent à 595 043 081,21 € dont 467 926 836,61 € en mouvements réels et 127 116 244,60 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation des dépenses de fonctionnement est de 79,5% par rapport aux prévisions totales. Pour les seules dépenses en mouvements réels il est de 94,8 %.

Par rapport aux réalisations 2017, les dépenses de fonctionnement augmentent de 1,5 %. Par contre, pour les seules dépenses en mouvements réels, on constate une diminution de 0,5 %.

3.2 – recettes de fonctionnement :

Les prévisions s'élèvent à 748 834 712,86 € dont 607 352 139,00 € en mouvements réels et 141 482 573,86 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2017	r/p	évol
	opérations ventilées	116,348,945.00	113,520,439.24	0.00	154,438,019.15	97.6%	-26.5%
930	services généraux	46,025,990.00	41,903,661.99	0.00	82,668,036.36	91.0%	-49.3%
931	formation professionnelle	63,320,000.00	62,259,972.77	0.00	66,846,108.18	98.3%	-6.9%
932	enseignement	1,880,000.00	1,695,831.82	0.00	1,834,305.66	90.2%	-7.5%
933	culture sports et loisirs	998,000.00	769,989.44	0.00	780,181.36	77.2%	-1.3%
934	santé et action sociale	0.00	8,601.69	0.00	10,744.05	#DIV/0!	-19.9%
935	aménagement	150,000.00	787,345.75	0.00	614,636.28	524.9%	28.1%
937	environnement	70,000.00	84,772.14	0.00	30,591.24	121.1%	177.1%
938	transports	860,000.00	1,774,679.35	0.00	1,432,336.27	206.4%	23.9%
939	action économique	3,044,955.00	4,235,584.29	0.00	221,079.75	139.1%	1815.9%
	opérations non ventilées	618,185,767.86	618,062,622.35	0.00	584,249,032.85	100.0%	5.8%
940	impositions directes	95,000,000.00	94,994,411.34	0.00	90,948,901.50	100.0%	4.4%
941	autres impôts et taxes	300,457,123.00	300,040,558.10	0.00	269,598,184.56	99.9%	11.3%
942	dotations et participations	79,800,805.00	80,199,968.95	0.00	92,609,444.46	100.5%	-13.4%
943	opérations financières	1,335,244.00	1,235,301.59	0.00	304,549.59	92.5%	305.6%
945	provisions	110,022.00	110,022.00	0.00	0.00	100.0%	
946	transferts entre sections	141,482,573.86	141,482,360.37	0.00	130,787,952.74	100.0%	8.2%
	résultat n-1	14,300,000.00	0.00	0.00	0.00	0.0%	
	total fonctionnement	748,834,712.86	731,583,061.59	0.00	738,687,052.00	97.7%	-1.0%

Les réalisations de recettes de fonctionnement s'élèvent à 731 583 061,59 € dont 590 100 701,22 € en mouvements réels et 141 482 360,37 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation de ces recettes est de 97,7% par rapport aux prévisions de la section. Pour les seules recettes en mouvements réels il est de 97,2 %.

Par rapport aux réalisations 2017, les recettes de fonctionnement diminue de -1,0 %. Pour les seules recettes en mouvements réels, la diminution est de -2,9 %.

Pour comprendre cette baisse il convient d'analyser les recettes, en mouvements réels, par grandes catégories.

	Prévisions 2018	Réalisations 2018	Reports 2018	réalisé 2017	r/p	évol.
fiscalité	444,757,123.00	445,162,603.44	0.00	409,707,634.06	100.1%	8.7%
fiscalité directe	95,000,000.00	94,994,411.34	0.00	90,948,901.50	100.0%	4.4%
CVAE	51,800,000.00	52,397,797.00	0.00	49,957,496.00	101.2%	4.9%
IFER	3,600,000.00	3,427,905.00	0.00	3,536,351.00	95.2%	-3.1%
FNGIR	2,900,000.00	2,869,393.00	0.00	2,869,393.00	98.9%	0.0%
compensations	16,800,000.00	16,529,046.00	0.00	15,257,114.00	98.4%	8.3%
frais de gestion FLD	19,900,000.00	19,770,270.34	0.00	19,328,547.50	99.3%	2.3%
fiscalité indirecte	349,757,123.00	350,168,192.10	0.00	318,758,732.56	100.1%	9.9%
taxe carburants	143,657,123.00	141,715,862.19	0.00	126,894,982.00	98.6%	11.7%
OM région	100,100,000.00	101,605,983.69	0.00	97,994,317.38	101.5%	3.7%
taxe transport	2,400,000.00	2,620,966.35	0.00	2,422,395.35	109.2%	8.2%
taxe rhums	2,200,000.00	2,191,983.83	0.00	2,187,193.00	99.6%	0.2%
cartes grises	25,500,000.00	25,360,963.00	0.00	26,451,501.98	99.5%	-4.1%
permis de conduire	1,200,000.00	1,653,662.00	0.00	1,426,141.76	137.8%	16.0%
taxe apprentissage	49,300,000.00	50,127,634.00	0.00	49,160,548.00	101.7%	2.0%
quote part TICPE	10,100,000.00	10,368,162.41	0.00	12,221,653.09	102.7%	-15.2%
fraction TVA	15,300,000.00	14,522,974.63		0.00	94.9%	
transferts	139,339,250.00	131,005,900.81	0.00	188,393,161.76	94.0%	-30.5%
dotations	79,800,805.00	80,199,968.95	0.00	92,609,444.46	100.5%	-13.4%
DGF forfaitaire	0.00	0.00	0.00	7,600,059.00		-100.0%
DGF péréquation	0.00	0.00	0.00	7,264,757.00		-100.0%
DGD	69,200,000.00	69,678,866.00	0.00	69,220,451.00	100.7%	0.7%
autres	10,600,805.00	10,521,102.95	0.00	8,524,177.46	99.2%	23.4%
subventions	59,538,445.00	50,805,931.86	0.00	95,783,717.30	85.3%	-47.0%
Europe	48,121,990.00	41,887,466.92	0.00	80,595,827.85	87.0%	-48.0%
Etat	10,166,455.00	6,108,958.04	0.00	12,679,361.36	60.1%	-51.8%
autres	1,250,000.00	2,809,506.90	0.00	2,508,528.09	224.8%	12.0%
produits	23,255,766.00	13,932,196.97	0.00	9,798,303.44	59.9%	42.2%
de gestion	5,413,500.00	5,727,286.64	0.00	8,064,306.22	105.8%	-29.0%
financiers	100,000.00	282,747.25	0.00	194,077.57	282.7%	45.7%
exceptionnels	3,442,266.00	7,922,163.08	0.00	1,539,919.65	230.1%	414.5%
résultat n-1	14,300,000.00	0.00	0.00	0.00	100.0%	
total RRF en MR	607,352,139.00	590,100,701.22	0.00	607,899,099.26	97.2%	-2.9%

Les recettes réelles de fonctionnement de la collectivité reposent principalement sur les recettes fiscales (73,2% des prévisions) et les recettes de transferts (dotations État et subventions) (22,9% des prévisions).

Les recettes fiscales réalisées en 2018 s'élèvent à 445 162 603,44 €, en progression 8,7% par rapport à l'exercice 2017.

Les recettes fiscales directes représentent 16,1% des recettes réelles de fonctionnement et s'élèvent à 94 994 411,34€. Elles se composent de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER), du Fonds National de Garantie des Ressources et compensations de fiscalité (FNGIR), des compensations ainsi que d'une fraction des frais de gestion sur fiscalité directe perçue par l'État.

Les recettes fiscales indirectes représentent 59,34 % des recettes réelles de fonctionnement et s'élèvent à 350 168 192,10 € en augmentation de 9,9 % par rapport à 2017.

Les dotations versées par l'État en 2018 s'élèvent 80 199 698,95 € et se composent

essentiellement de la Dotation Générale de Décentralisation (DGD) et du solde du fonds exceptionnel aux régions en matière de développement économique. Elles diminuent de 13,4% par rapport à 2017 en raison de la suppression de la DGF forfaitaire en remplacement de recette liée à la fraction de TVA (recettes fiscales indirectes).

Les subventions perçues sur 2018 s'élèvent à 50 805 931,86 € et proviennent principalement de l'Europe (41,9 M€). La réalisation de cette catégorie de recettes est en baisse de 47 % par rapport à 2017 du fait d'une diminution des recettes FSE (principalement solde FSE 2007-2013 pour 35,8M€) et du solde de la subvention Etat du plan 500 000 formations (12,2M€).

Chap.	Libellé	prévisions 2018	Réalisations 2018
930	EUROPE - ASSISTANCE TECHNIQUE 2014-2020	4,480,000.00	2,930,141.59
930	FSE SUBVENTION GLOBALE 2014-2020	39,170,000.00	34,105,109.47
930	INTERREG 2014-2020	161,990.00	604,576.48
931	FSE FORMATION PROFESSIONNELLE 2014-2020 HSG	3,830,000.00	3,811,007.38
932	POE 2014-2020 BOURSES DOCTORALES	480,000.00	319,560.00
935	FEDER NUMERIQUE POE 2014-2020	0.00	117,072.00
s/total UE		48,121,990.00	41,887,466.92
930	DIVERS	0.00	387,676.04
931	PIC 2018	9,090,000.00	5,454,000.00
933	PARTICIPATION DE L'ETAT AU FONCTIONNEMENT DU CRR	150,000.00	194,182.00
933	PARTICIPATION DE L'ETAT AU FONCTIONNEMENT DU CRR	77,000.00	60,000.00
935	ACTIONS SIG	0.00	13,100.00
937	ADEME	70,000.00	
939	CNC DEVELOPPEMENT CINEMA ET AUDIOVISUEL	779,455.00	0.00
s/total ETAT		10,166,455.00	6,108,958.04
931	FPSPP	1,100,000.00	2,787,506.90
935	PARTICIPATION AUTRES ORGANISMES	0.00	15,000.00
939	PARTICIPATION - AUTRES	150,000.00	7,000.00
s/total autres		1,250,000.00	2,809,506.90
total		59,538,445.00	50,805,931.86

Les produits enfin, dont la réalisation 2018 s'élève à 13 932 196,97 € sont pour l'essentiel des produits de gestion (cotisations CRR, participation pour la restauration et hébergement lycées, redevances,...) ainsi que des produits exceptionnels (pénalités, reversements, ...). Ils sont en augmentation de 42,2 % du fait de demandes de remboursement sur trop perçus et de cessions.

4 – les réalisations en dépenses et recettes en section d'investissement :

4.1 - dépenses d'investissement :

4.1.1 – engagement :

Les autorisations de programme ouvertes en 2018 s'élèvent à 396 723 442,88 €.

ch.	fonctions	BP	prévisions	engagement	e/p	annulations	2017
900	services généraux	23 625 832,00	24 615 332,00	7 008 187,31	28,5%	17 607 144,69	5 978 561,23
901	formation professionnelle	11 100 000,00	8 600 000,00	8 568 302,96	99,6%	31 697,04	37 035 040,56
902	enseignement	71 651 254,00	73 529 254,00	67 809 919,39	92,2%	5 719 334,61	83 462 620,85
903	culture sports et loisirs	16 594 520,00	17 318 520,00	16 480 739,03	95,2%	837 780,97	22 913 544,84
904	santé et action sociale	80 000,00	80 000,00	33 900,00	42,4%	46 100,00	47 865,66
905	aménagement	22 720 000,00	37 720 000,00	35 233 118,84	93,4%	2 486 881,16	28 544 041,12
907	environnement	15 370 000,00	15 370 000,00	9 903 792,43	64,4%	5 466 207,57	10 588 517,21
908	transports	67 450 000,00	198 359 720,00	197 891 637,57	99,8%	468 082,43	329 168 638,21
909	action économique	19 010 116,88	21 130 616,88	19 632 555,56	92,9%	1 498 061,32	82 527 219,65
	total AP	247 601 722,88	396 723 442,88	362 562 153,09	91,4%	34 161 289,79	600 266 049,33

Les engagements comptables effectués s'élèvent à 362 562 153,09 € soit un taux de réalisation de 91,4%.

Conformément au règlement budgétaire et financier de la collectivité, il est proposé de ne pas reporter les AP non engagées en fin d'exercice.

4.1.2 – mandatement :

Les prévisions de crédits de paiement en section d'investissement s'élèvent à 1 110 566 472,88 € en mouvements budgétaires dont 691 914 859,02 € en mouvements réels et 418 651 613,86 € en mouvements d'ordre.

chap	libellé	prévisions	réalisations	reports	2017	n/p	évol
	opérations ventilées	584 535 739,51	534 333 740,27	0,00	583 812 777,67	91,4%	-8,5%
900	services généraux	8 657 393,51	4 825 408,55	0,00	4 385 249,12	55,7%	10,0%
901	formation professionnelle	10 541 426,00	9 325 934,30	0,00	14 093 637,81	88,5%	-33,8%
902	enseignement	77 178 336,00	71 816 185,45	0,00	99 076 776,16	93,1%	-27,5%
903	culture sports et loisirs	26 788 500,00	23 147 636,56	0,00	22 425 706,24	86,4%	3,2%
904	santé et action sociale	60 000,00	43 627,03	0,00	26 509,00	72,7%	64,6%
905	aménagement	31 214 316,89	17 565 049,12	0,00	17 849 905,27	56,3%	-1,6%
907	environnement	11 903 575,11	10 616 835,98	0,00	10 696 721,76	89,2%	-0,7%
908	transports	398 723 348,00	385 789 744,93	0,00	367 989 086,20	96,8%	4,8%
909	action économique	19 468 844,00	11 203 318,35	0,00	47 269 186,11	57,5%	-76,3%
	opérations non ventilées	526 030 733,37	274 025 611,04	0,00	257 999 145,97	52,1%	6,2%
923	opérations financières	39 342 439,00	37 352 693,55	0,00	55 396 170,50	94,9%	-32,6%
925	opérations patrimoniales	277 159 670,00	27 153 876,61	0,00	0,00	9,5%	
926	transferts entre section	141 491 943,86	141 482 360,37	0,00	130 787 952,74	100,0%	8,2%
001	solde d'exécution de la SI	68 036 680,51	68 036 680,51	0,00	71 815 022,73	100,0%	-5,3%
	total investissement	1 110 566 472,88	808 359 351,31	0,00	841 811 923,64	72,8%	-4,0%

Les réalisations des dépenses en section d'investissement s'élèvent à 808 359 351,31 € dont 639 723 114,33 € en mouvements réels et 168 636 236,98 € en mouvements d'ordre.

Le taux global de réalisation des dépenses d'investissement est de 72,8% par rapport aux prévisions totales de la section. Pour les seules dépenses en mouvements réels et hors opérations non ventilées, il est de

91,4 %

Par rapport aux réalisations 2017, les dépenses d'investissement diminuent de - 4,0 %. Pour les seules dépenses en mouvements réels et hors opérations non ventilées, il est constaté une baisse de -8,5 % .

4.2 – recettes d'investissement et restes à réaliser :

En opérations budgétaires, les prévisions de recettes en investissement pour 2018 s'élèvent à 1 110 566 472,88 € dont 578 358 796,83 € en mouvements réels et 532 207 676,05 € en mouvements d'ordre.

ch.	libellé	prévisions	réalisations	reports	2017	r/p	évol
	opérations ventilées	182,008,615.00	177,198,363.27	0.00	256,157,384.33	97.4%	-30.8%
900	services généraux	0.00	51,200.00		62,000.00		-17.4%
901	formation profes.	2,770,000.00	364,063.54		6,785,522.08	13.1%	-94.6%
902	enseignement	51,331,000.00	48,299,364.69		49,850,144.49	94.1%	-3.1%
903	culture sports et loisirs	0.00	505,229.84		106,217.57		375.7%
904	santé et action sociale	0.00	0.00		0.00		
905	aménagement	0.00	364,414.27		0.00		
907	environnement	3,251,778.00	1,903,002.46		2,017,597.98	58.5%	-5.7%
908	transports	118,422,680.00	118,460,622.21		196,835,599.45	100.0%	-39.8%
909	action économique	6,233,157.00	7,250,466.26		500,302.76	116.3%	1349.2%
	opérations non ventilées	928,557,857.88	543,445,451.45	0.00	517,617,858.80	58.5%	5.0%
921	taxes non affectées	2,000,000.00	3,069,628.88		2,072,918.89	153.5%	48.1%
922	dotations et participations	50,000,000.00	49,428,148.41		59,665,895.13	98.9%	-17.2%
923	opérations financières	339,585,425.83	336,677,552.95		339,770,169.49	99.1%	-0.9%
925	opérations patrimoniales	277,169,040.00	27,153,876.61		0.00	9.8%	
926	transferts entre section	127,682,159.60	127,116,244.60		116,108,875.29	99.6%	9.5%
951	virement de la SF	127,356,476.45	0.00		0.00	0.0%	
954	produit de cession d'immob.	4,764,756.00	0.00		0.00	0.0%	
	total investissement	1,110,566,472.88	720,643,814.72	0.00	773,775,243.13	64.9%	-6.9%

Les réalisations s'établissent à 720 643 814,72 € dont 566 373 693,51 € en mouvements réels et 154 270 121,21 € en mouvements d'ordre.

Le taux de réalisation de ces recettes est de 64,9% par rapport aux prévisions de la section. Pour les seules recettes en mouvements réels il est de 97,9 %.

	Prévisions 2018	Réalisations 2018	Reports 2018	réalisé 2017	r/p	évol.
dotations	46,911,000.00	46,911,036.00	0.00	46,911,036.00	100.0%	0.0%
DRES	46,911,000.00	46,911,036.00	0.00	46,911,036.00	100.0%	0.0%
fiscalité	2,000,000.00	3,069,628.88	0.00	2,072,918.89	153.5%	48.1%
OM FRDE	2,000,000.00	3,069,628.88	0.00	2,072,918.89	153.5%	48.1%
subventions	134,997,615.00	129,367,100.43	0.00	207,470,366.10	95.8%	-37.6%
Europe	33,501,458.00	24,616,791.38	0.00	103,754,625.08	73.5%	-76.3%
Etat	101,263,000.00	101,559,888.27	0.00	102,523,036.68	100.3%	-0.9%
autres	233,157.00	3,190,420.78	0.00	1,192,704.34	1368.4%	167.5%
autres recettes	54,864,756.00	50,348,375.25	0.00	61,441,877.36	91.8%	-18.1%
FCTVA	50,000,000.00	49,428,148.41	0.00	59,665,895.13	98.9%	-17.2%
cessions	4,764,756.00	0.00	0.00	0.00	0.0%	
autres	100,000.00	920,226.84	0.00	1,775,982.23	920.2%	-48.2%
emprunt	201,438,872.88	198,531,000.00	0.00	239,000,000.00	98.6%	-16.9%
résultat antérieur	138,146,552.95	138,146,552.95	0.00	100,770,169.49	100.0%	37.1%
total RRI	578,358,796.83	566,373,693.51	0.00	657,666,367.84	97.9%	-13.9%

Par rapport aux réalisations 2017, les recettes d'investissement diminuent de -13,9 % en mouvements réels. Cette dernière est essentiellement due à une baisse des subventions Europe (Une dotation FEDER de + 93M€ avait été perçue en 2017 pour la NRL) et à une diminution du FCTVA 2018 par rapport aux dépenses réalisées en 2017.

5 – les écritures d'ordre budgétaires:

Les opérations d'ordre budgétaires n'ont pas d'impact sur la trésorerie tout en contribuant à l'équilibre budgétaire et à la définition du résultat.

Elles s'équilibrent en dépenses et recettes et concernent pour l'essentiel les amortissements et l'autofinancement complémentaire.

Les prévisions budgétaires pour les écritures d'ordre s'élèvent à 673 690 249,91€. Conformément à la réglementation budgétaire et comptable, l'autofinancement complémentaire (127 356 476,45€) est prévu mais n'est pas réalisé dans l'exercice.

De ce fait la section de fonctionnement dégage un résultat fortement positif et la section d'investissement un déficit. Une délibération spéciale, proposée par ailleurs, affectera en priorité le résultat de fonctionnement à la couverture du déficit d'investissement.

Les écritures d'ordre constatées en 2018 sont les suivantes :

chap.		dépenses		recettes	
		prévisions	réalisations	prévisions	réalisations
	fonctionnement	255,038,636.05	127,116,244.60	141,482,573.86	141,482,360.37
946	neutralisation amortissement			86,553,092.00	86,553,085.00
946	reprise subvention			50,046,281.86	50,046,078.35
946	reprise amortissement			4,883,200.00	4,883,197.02
946	différence sur réalisations immo.			0.00	0.00
946	amortissement	126,446,915.60	125,881,000.60		
946	différence sur réalisations	1,191,159.46	1,191,159.46		
946	cessions immobilisations	44,084.54	44,084.54		
953	autofinancement complémentaire	127,356,476.45	0.00		
	investissement	418,651,613.86	168,636,236.98	532,207,676.05	154,270,121.21
925	opérations patrimoniales	277,159,670.00	27,153,876.61	277,169,040.00	27,153,876.61
926	neutralisation amortissement	86,553,092.00	86,553,085.00		
926	reprise subvention	50,046,281.86	50,046,078.35		
926	reprise amortissement	4,892,570.00	4,883,197.02		
926	différence sur réalisations immo.	0.00	0.00		
951	autofinancement complémentaire			127,356,476.45	0.00
926	cessions immobilisations			44,084.54	44,084.54
926	différence sur réalisations			1,191,159.46	1,191,159.46
926	amortissement			126,446,915.60	125,881,000.60
	total	673,690,249.91	295,752,481.58	673,690,249.91	295,752,481.58

6 – rapprochement CA et trajectoire d'équilibre budgétaire :

La Région accompagnée du Cabinet FCL a actualisé sa Trajectoire d'Equilibre (TE) à l'horizon 2023 afin de poursuivre son projet de mandature et assurer ses missions réglementaires.

Par rapport à la trajectoire d'équilibre présentée en 2017 lors du BP 2018, et en complément de celle de 2012, les ratios prudentiels, que sont l'épargne et la capacité de désendettement, ont évolué depuis 2013 comme suit :

	TE 2012				TE 2017		CA Région					
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2013	2014	2015	2016	2017	2018
recettes réelles de fonctionnement	506.1	526.0	533.2	540.6	594.5	580.9	522.4	558.4	560.1	509.4	607.9	590.1
dépenses réelles d'exploitation	349.8	356.2	362.7	367.7	467.6	421.1	362.8	385.3	386.7	403.5	453.7	447.3
épargne de gestion	156.3	169.8	170.5	172.9	126.9	159.8	159.5	173.1	173.4	105.9	154.2	142.8
intérêts dette	9.5	9.5	12.3	13.7	18.1	20.8	10.1	9.2	8.5	11.3	16.5	20.7
épargne brute	146.8	160.3	158.2	159.2	108.8	139.0	149.4	163.9	164.9	94.6	137.7	122.1
remboursement dette	20.0	20.7	22.7	37.7	57.0	41.1	19.9	19.9	19.9	52.0	35.9	37.4
épargne nette	126.8	139.6	135.5	121.5	51.8	97.9	129.5	144.0	145.0	42.6	101.8	84.7
dépenses d'équipement	310.1	309.1	414.2	568.5	589.7	545.0	281.0	440.5	590.0	528.3	603.3	534.3
recettes propres d'investissement	163.5	108.3	143.0	213.7	313.3	229.1	154.0	104.0	176.8	182.8	317.9	229.7
recours à l'emprunt	19.8	61.3	175.1	193.9	195.6	218.0	0.0	62.4	299.0	331.1	239.0	198.5
fonds de roulement final	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	160.2	34.4	0.7	29.0	84.4	63.0
endettement	321.9	362.4	514.8	671.0	985.1	1,162.00	308.5	350.9	565.7	825.3	1,028.40	1,189.50
dette/EB	2.0	2.1	2.8	4.0	9.0	8.4	2.1	2.1	3.4	8.7	7.5	9.7

En résumé de l'exercice comptable 2018, et en rupture avec les évolutions des exercices antérieurs, le fait marquant à retenir est la maîtrise marquée des dépenses de fonctionnement au regard des obligations imposées par l'État (croissance maximale de 1,2 % des dépenses réelles de fonctionnement durant les trois prochaines années) ; ce résultat sera à intégrer à **la Trajectoire d'Équilibre afin de permettre le maintien d'une capacité de désendettement dans les limites admises par les établissements financiers (BEI : 12 années).**

BUDGETS ANNEXES

1 – production et distribution énergie

Par délibération en date du 07/11/2013, le Conseil Régional a décidé de suivre dans un budget annexe les opérations de vente d'énergie produite par l'installation hydroélectrique des Bras des Lianes, la redevance d'occupation du domaine public versée par des prestataires privés au titre de la mise à disposition de toitures de certains lycées pour l'exploitation de panneaux photovoltaïques ainsi que les prochaines ventes d'électricité produite à partir des panneaux photovoltaïques du CPOI et de certains lycées, ceci afin de faciliter le suivi des opérations qui sont assujetties de plein droit à la TVA.

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
011	charges à caractère général	412,382.58	71,037.27	0.00			
012	charges de personnel	30,000.00	18,474.51	0.00			
65	Autres charges gestion courante	100.00	0.00	0.00			
67	Charges exceptionnelles	100.00	0.00	0.00			
69	impôts	1,000.00	0.00	0.00			
70	redevance perçues				172,000.00	141,074.94	0.00
75	produits gestion courante				100.00	0.00	0.00
002	résultat de fonctionnement n-1				271,482.58	271,482.58	0.00
	total fonctionnement	443,582.58	89,511.78	0.00	443,582.58	412,557.52	0.00

Ce budget annexe dégage fin 2018, un résultat de fonctionnement cumulé de 323 045,74 €.

2 – interventions sous forme de DSP (musées régionaux)

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les règles d'assujettissement à la TVA applicables aux collectivités qui mettent en affermage l'exploitation d'un service public ont été modifiées, de même que les modalités de récupération de la TVA payée lors de l'acquisition ou de la construction des équipements affermés.

Le nouveau dispositif prévoit que les collectivités qui mettent à disposition de leur délégataire, à titre onéreux (c'est-à-dire contre versement d'une redevance), les investissements nécessaires à l'exploitation du service, sont assujetties à TVA. Du fait de cet assujettissement, les collectivités doivent soumettre les redevances à la TVA. En contrepartie, elles pourront « récupérer » la TVA payée en exerçant directement leur droit à déduction.

La redevance annuelle perçue par la Région de la SPL Réunion des Musées Régionaux pour l'exploitation des structures muséales régionales entre dans le champ d'application de ce dispositif.

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
002	résultat n-1				151,999.16	151,999.16	0.00
012	charges de personnel	50,000.00	26,872.28	0.00			
042	transferts entre section	2,737,460.00	2,737,459.67	0.00	2,737,460.00	2,737,459.67	
65	charges de gestion	100.00	0.00	0.00			
67	charges exceptionnelles	1,000.00	0.00				
69	impôts	15,000.00	0.00	0.00			
75	produits de gestion courante				124,100.00	417,777.00	0.00
023	virement à la SI	209,999.16	0.00	0.00			
	total fonctionnement	3,013,559.16	2,764,331.95	0.00	3,013,559.16	3,307,235.83	0.00
021	virement de la SF				209,999.16	0.00	0.00
13	subventions d'investissement				1,440,000.00	1,440,000.00	0.00
21	immobilisations corporelles	1,649,999.16	1,648,969.00	0.00			0.00
040	transferts entre section	2,737,460.00	2,737,459.67	0.00	2,737,460.00	2,737,459.67	
	total investissement	4,387,459.16	4,386,428.67	0.00	4,387,459.16	4,177,459.67	0.00
	total DSP musées	7,401,018.32	7,150,760.62	0.00	7,401,018.32	7,484,695.50	0.00

Ce budget annexe dégage fin 2018, un excédant de fonctionnement cumulé de 542 903,88 € et un déficit d'investissement de -208 969,00 €. Le résultat global cumulé est de 333 934,88 €

3 – transport

La loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi

« NOTRe », confie de nouvelles compétences aux régions. Elle prévoit notamment le transfert de la compétence transport des départements aux régions à compter du 1er janvier 2017.

En matière de transports, la loi « NOTRe », dispose que :

- La compétence des « transports routiers interurbains », à la charge des départements, sera transférée aux Régions dès le 1er janvier 2017
- La compétence « transports scolaires » des départements est transférée aux régions à partir du 1er septembre 2017
- Les régions auront la possibilité de déléguer cette nouvelle compétence à des autorités organisatrices de second rang.
- Le transport adapté des élèves en situation de handicap reste à la charge des départements.

A l'occasion du transfert, une convention est signée entre le Département et la Région, pour les transports interurbains et pour les transports scolaires.

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
011	charges à caractère général	23,245,000.00	21,184,054.11	0.00			
65	Autres charges gestion courante	11,652,000.00	6,010,986.63	0.00			
74	subventions d'exploitation				32,845,335.42	30,127,335.42	0.00
75	produits de gestion courante				65,000.00	0.00	
77	produits exceptionnels				83,000.00	0.00	
002	résultat de fonctionnement n-1				1,903,664.58	1,903,664.58	0.00
	total fonctionnement	34,897,000.00	27,195,040.74	0.00	34,897,000.00	32,031,000.00	0.00

Ce budget annexe dégage fin 2018, un résultat de fonctionnement cumulé de 4 835 959,26 €.

BUDGETS CONSOLIDES : budget principal + budgets annexes

	dépenses		recettes		résultat consolidé
	prévisions	réalisations	prévisions	réalisations	
fonctionnement	787,188,854.60	625,091,965.68	787,188,854.60	781,633,854.94	156,541,889.26
budget principal	748,834,712.86	595,043,081.21	748,834,712.86	745,883,061.59	150,839,980.38
BA énergie	443,582.58	89,511.78	443,582.58	412,557.52	323,045.74
BA DSP	3,013,559.16	2,764,331.95	3,013,559.16	3,307,235.83	542,903.88
BA Transport	34,897,000.00	27,195,040.74	34,897,000.00	32,031,000.00	4,835,959.26
investissement	1,114,953,932.04	812,745,779.98	1,114,953,932.04	724,821,274.39	-87,924,505.59
budget principal	1,110,566,472.88	808,359,351.31	1,110,566,472.88	720,643,814.72	-87,715,536.59
BA énergie	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
BA DSP	4,387,459.16	4,386,428.67	4,387,459.16	4,177,459.67	-208,969.00
BA Transport	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
total	1,902,142,786.64	1,437,837,745.66	1,902,142,786.64	1,506,455,129.33	68,617,383.67

Le budget consolidé dégage un résultat global de 68 617 383,67 € conforme à celui du compte de gestion 2018 de M. le Payeur Régional.

BUDGETS AUTONOMES

1 - PO FEDER (2014-2020)

Dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour le FEDER convergence 2014-2020, le Conseil Régional a décidé, par délibération en date du 17 octobre 2014 de suivre, dans un budget doté de l'autonomie financière, les opérations relatives aux fonds FEDER sous la nomenclature budgétaire et comptable M71 en valorisant la fonction 6.

A cette occasion le Conseil Régional a engagé comptablement une capacité d'engagement de 1 130,4 M€. L'exécution fin 2018 des prévisions de dépenses et recettes est la suivante :

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
936	gestion des fonds européens	67,520,530.63	26,031,025.65	41,489,504.98	82,090,046.29	20,414,937.91	61,675,108.38
946	transferts entre section	102,166,575.36	102,166,575.36	0.00	102,166,575.36	102,166,575.36	0.00
002	résultat fonctionnement n-1	14,569,515.66	14,569,515.66	0.00			
	total fonctionnement	184,256,621.65	142,767,116.67	41,489,504.98	184,256,621.65	122,581,513.27	61,675,108.38
906	gestion des fonds européens	374,983,965.73	59,772,705.85	315,211,259.88	322,599,497.23	47,186,824.58	275,412,672.65
923	dettes et autres opérations financières						
926	transferts entre section	102,166,575.36	102,166,575.36	0.00	102,166,575.36	102,166,575.36	0.00
001	résultat investissement n-1				52,384,468.50	52,384,468.50	0.00
	total investissement	477,150,541.09	161,939,281.21	315,211,259.88	477,150,541.09	201,737,868.44	275,412,672.65
	total budget FEDER	661,407,162.74	304,706,397.88	356,700,764.86	661,407,162.74	324,319,381.71	337,087,781.03

Ce budget autonome dégage fin 2018, un résultat de fonctionnement cumulé de (-) 20 185 603,40 € et un résultat d'investissement cumulé de 39 798 587,23€. Le déficit de fonctionnement sera reporté et équilibré dans le cadre du budget supplémentaire/DM1 de l'exercice 2019.

2 - PO - INTERREG V OI (2014-2020)

Dans le cadre de sa fonction d'Autorité de Gestion pour la gestion des fonds européens INTERREG V OI (2014-2020), le Conseil Régional a, par délibération en date du 10 avril 2015, décidé d'en assurer le suivi à partir d'un budget doté de l'autonomie financière sous la nomenclature budgétaire et comptable M71 en valorisant la fonction 6.

A cette occasion le Conseil Régional a engagé comptablement une capacité d'engagement de 63,2 M€. L'exécution fin 2018 des prévisions de dépenses et recettes est la suivante :

chap.	libellé	dépenses			recettes		
		prévisions	réalisations	reports	prévisions	réalisations	reports
936	gestion des fonds européens	15,666,621.49	3,704,198.21	11,962,423.28	16,293,984.95	3,446,859.69	12,847,125.26
002	résultat fonctionnement n-1	627,363.46	627,363.46	0.00	0.00	0.00	0.00
	total fonctionnement	16,293,984.95	4,331,561.67	11,962,423.28	16,293,984.95	3,446,859.69	12,847,125.26
906	gestion des fonds européens	9,432,169.61	0.00	9,432,169.61	7,537,448.00	0.00	7,537,448.00
923	dettes et autres opérations financières						
001	résultat investissement n-1				1,894,721.61	1,894,721.61	0.00
	total investissement	9,432,169.61	0.00	9,432,169.61	9,432,169.61	1,894,721.61	7,537,448.00
	total budget POCT	25,726,154.56	4,331,561.67	21,394,592.89	25,726,154.56	5,341,581.30	20,384,573.26

Ce budget autonome dégage fin 2018, un résultat de fonctionnement cumulé de (-) 884 701,98€ et un résultat d'investissement cumulé de 1 894 721,61€. Le déficit de fonctionnement sera reporté et équilibré dans le cadre du budget supplémentaire/DM1 de l'exercice 2019.

ANNEXES

Les annexes budgétaires portant sur l'état des virements entre chapitres, l'état des virements à partir des dépenses imprévues et le fonds social européen sont également jointes au présent rapport.